

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES
ET MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 92 — 1106

[S-C — 29275]

17 FEVRIER 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
portant règlement de son fonctionnement

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 31 janvier 1992;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 spécialement l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par la nécessité qu'a l'Exécutif, constitué en application de l'article 60 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, d'assurer sans délai son fonctionnement;

Sur proposition du Ministre-Président chargé de la Culture et de la Communication;

Vu la délibération de l'Exécutif du 17 février 1992,

Arrête :

Article. 1er. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, l'Exécutif de la Communauté française délibère collégalement, selon la procédure du consensus suivie au Conseil des Ministres, et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Communauté.

Art. 2. § 1er. L'Exécutif délibère de tout projet de décret ou d'arrêté de l'Exécutif ainsi que de toute mesure à caractère réglementaire relatifs aux matières qui relèvent de la compétence de la Communauté en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

§ 2. Il délibère en outre dans les cas prévus aux §§ 2 et 3 de l'article 63 de la même loi.

§ 3. Il délibère également de toute proposition ayant fait l'objet d'un avis défavorable de l'Inspection des Finances ou n'ayant pas recueilli l'accord du Ministre chargé des Finances ou de l'Administration générale.

§ 4. Tout Ministre de l'Exécutif peut toujours évoquer une affaire relevant d'une compétence déléguée. Un règlement d'ordre intérieur délibéré en Exécutif détermine les modalités de transmission des informations nécessaires à l'exercice du droit d'évocation ainsi que leur contenu.

Art. 3. § 1er. L'Exécutif adopte tout projet de décret relatif au budget de la Communauté et règle l'affectation des crédits destinés à couvrir les dépenses de la Communauté.

§ 2. Il exerce pour les dépenses à charge du budget de la Communauté les attributions que l'arrêté royal du 5 octobre 1981 donne au Comité des Finances et du Budget et au Comité ministériel de Coordination économique et sociale pour les dépenses à charge du budget de l'Etat.

Art. 4. Ne donnent pas lieu à délibération de l'Exécutif :

1° l'octroi de crédits qui ont fait l'objet d'une inscription nominative au budget de la Communauté;

2° les arrêtés de subvention à charge du budget dont le libellé identifie le seul bénéficiaire;

3° les investissements des institutions universitaires organisées par la Communauté française;

4° l'octroi de subventions et les contrats de services à imputer sur le budget des dépenses courantes, dont le montant cumulé sur un même exercice en faveur d'un même bénéficiaire est inférieur à dix millions de francs;

5° les promesses de principe ainsi que l'octroi de subventions à imputer sur le budget des dépenses de capital, dont le montant cumulé sur un même exercice en faveur d'un même bénéficiaire est inférieur à quarante millions de francs;

6° les investissements directs dont le montant est inférieur à quarante millions de francs;

7° les engagements et liquidations de subventions et allocations de fonctionnement en matière d'enseignement, de caractère obligatoire et automatique, quel que soit leur montant, si la détermination de celui-ci est fixée par des dispositions légales, décrétales ou réglementaires;

8° les engagements et liquidations d'autres subventions de caractère obligatoire et automatique, quel que soit leur montant, si la détermination de celui-ci est fixée par des dispositions légales, décrétales ou réglementaires sans possibilité d'intervention du Ministre responsable, ni sur le principe de l'octroi de subside, ni sur le montant de celui-ci;

9° toutefois, à la dernière séance que l'Exécutif fixe pour chaque mois pair, une liste est communiquée relevant les engagements de dépenses courantes inférieures à dix millions de francs et supérieures à un million de francs pour le Ministère de la Culture et des Affaires sociales et supérieures à trois millions de francs pour le Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation, les promesses de principe et les engagements de dépenses de capital inférieures à quarante millions de francs et supérieures à cinq millions de francs, ainsi que l'énumération des nouveaux services et institutions agréés et subsidiés en application des dispositions décrétales ou réglementaires.

Le paragraphe qui précède ne concerne pas les dépenses en matière de bâtiments scolaires, ni celles des organismes d'intérêt public de type B, ni celles des associations sans but lucratif qui sont l'émanation de la Communauté française;

10° la composition, le fonctionnement, la désignation des membres des Commissions consultatives, des Conseils supérieurs et Conseils d'avis.

Art. 5. 1° L'Exécutif décide de toute proposition de création, de décentralisation, déconcentration ou de restructuration des services, institutions et organismes publics, qui sont chargés de l'exécution de la politique de la Communauté, en ce compris les organismes fonctionnant uniquement ou partiellement au moyen de subventions à charge du budget de la Communauté.

2° Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, l'Exécutif décide des nominations ou promotions aux grades des rangs 15, 16 et 17 au sein de l'administration des deux ministères et dans les organismes d'intérêt public de type A, à l'exception des nominations ou promotions conférées selon les règles de la carrière plane.

3° L'Exécutif décide de la constitution et est saisi des rapports d'activités et bilans financiers d'associations sans but lucratif qui sont l'émanation de la Communauté française,

4° Toutefois, ne donnent pas lieu à délibération de l'Exécutif les actes à portée individuelle concernant les membres des personnels des établissements d'enseignement, des services d'inspection, des centres P.M.S. et des Fonds des Bâtiments scolaires relevant de l'enseignement.

Art. 6. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, l'Exécutif est seul qualifié pour émettre au nom de la Communauté un avis à l'intention des pouvoirs ou organismes nationaux, régionaux, européens ou internationaux, ainsi que pour leur adresser un rapport ou une demande.

L'Exécutif délibère de tout projet d'accord culturel bilatéral ou multilatéral ainsi que de la révision de ces accords.

Dans le domaine des relations internationales, les pratiques en vigueur au sein du Gouvernement national relatives respectivement au premier Ministre, au Ministre des Relations extérieures et aux Ministres responsables d'un département, sont d'application.

Art. 7. Dans les matières qui leur sont attribuées, les Ministres de l'Exécutif ont délégation pour appliquer, sans préjudice des autres dispositions prévues par le présent arrêté, les lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires.

Les Ministres de l'Exécutif ont délégation pour prendre des arrêtés d'agrément dans les matières qui relèvent de leurs compétences.

Pour les affaires qui relèvent des attributions de plusieurs Ministres de l'Exécutif, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions, en vue de leur mise au point en commun.

Art. 8. La tutelle de l'Exécutif sur tout organisme dont l'objet relève de la compétence de la Communauté est exercée par le Ministre compétent de l'Exécutif.

Art. 9. L'Exécutif délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents, et sauf demande de report de tel ou tel point introduite avant la séance par un membre dont l'absence est justifiée.

Art. 10. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement tel que modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française du 31 mars 1988, du 25 novembre 1988 et du 4 septembre 1990 est abrogé.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 17 février 1992.

Art. 12. Les Ministres de l'Exécutif sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 février 1992.

Le Ministre-Président de la Communauté française,

B. ANSELME

Le Ministre-Membre de l'Exécutif de la Communauté française,

M. LEBRUN

Le Ministre-Membre de l'Exécutif de la Communauté française,

E. DIRUPO

Le Ministre-Membre de l'Exécutif de la Communauté française,

M. DE GALAN

—
VERTALING
—

**MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING**

N. 92 — 1166

[C — 29275]

17 FEBRUARI 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende regeling van haar werking

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 31 januari 1992;

Gelet op de wetten op de raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, voor de Executieve, samengesteld bij toepassing van artikel 60 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, zonder verwijf voor haar werking te zorgen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Cultuur en Communicatie;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 17 februari 1992 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Onverminderd de delegaties die zij aan haar leden verleent, beraadslaagt de Executieve van de Franse Gemeenschap collegiaal, volgens de in Ministerraad toegepaste procedure van de consensus, en bepaalt de politieke koers in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Gemeenschap behoren.

Art. 2. § 1. De Executieve beraadslaagt over elk ontwerp van decreet of van besluit van de Executieve alsmede over elke verordeningsmaatregel met betrekking tot de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Gemeenschap behoren krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 2. Zij beraadslaagt overigens in de gevallen bedoeld in de §§ 2 en 3 van artikel 83 van dezelfde wet.

§ 3. Zij beraadslaagt eveneens over elk voorstel waarover de Inspectie van Financiën een ongunstig advies heeft uitgebracht of dat de toestemming van de Minister belast met Financiën of het Algemeen bestuur, niet heeft gekregen.

§ 4. Elke Minister van de Executieve kan altijd een zaak die tot een gedelegeerde bevoegdheid behoort, aan zich trekken.

Een in de Executieve overlegd huishoudelijk reglement bepaalt de nadere regels voor de overbrenging van de inlichtingen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van het recht om een zaak aan zich te trekken, alsmede de inhoud ervan.

Art. 3. § 1. De Executieve keurt elk ontwerp van decreet met betrekking tot de begroting van de Franse Gemeenschap goed en regelt de bestemming van die kredieten die de uitgaven van de Gemeenschap moeten dekken.

§ 2. Zij oefent voor de uitgaven ten laste van de begroting van de Gemeenschap de bevoegdheden uit die het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 aan het Comité voor financiën en begroting en aan het Ministerieel comité voor economische en sociale coördinatie geeft voor de uitgaven ten laste van de begroting van de Staat.

Art. 4. De Executieve beraadslaagt niet over :

1° de toekenning van kredieten die het voorwerp hebben uitgemaakt van een nominatieve inschrijving in de begroting van de Gemeenschap;

2° de besluiten tot toekenning van een toelage ten laste van de begroting waarvan het opschrift alleen de naam vermeldt van de persoon die de toelage geniet;

3° de investeringen van de universitaire instellingen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd;

4° de toekenning van toelagen en de contracten voor dienstverlening, aan te rekenen op de begroting van de lopende uitgaven, waarvan het op eenzelfde begrotingsjaar gecumuleerde bedrag ten voordele van eenzelfde begunstigde beneden tien miljoen frank ligt;

5° de principiële beloften alsook de toekenning van toelagen, aan te rekenen op de begroting van de kapitaaluitgaven, waarvan het op eenzelfde begrotingsjaar gecumuleerde bedrag ten voordele van eenzelfde begunstigde beneden veertig miljoen frank ligt;

6° de directe investeringen waarvan het bedrag beneden veertig miljoen frank ligt;

7° het vastleggen en uitbetalen van verplichte en automatische werkingstoelagen inzake onderwijs, ongeacht hun bedrag, indien dit bedrag bij wets-, decreet- of verordeningsbepalingen wordt vastgesteld;

8° het vastleggen en uitbetalen van andere verplichte en automatische toelagen, ongeacht hun bedrag, indien dit bedrag bij wets-, decreet- of verordeningsbepalingen wordt vastgesteld, zonder dat de bevoegde Minister noch over het principe van de toekenning van de toelage noch over het bedrag ervan kan beslissen;

9° op de laatste vergadering die de Executieve voor elke pare maand vaststelt, wordt echter een lijst medegegeeld met opgave van de vastleggingen inzake lopende uitgaven beneden tien miljoen frank en boven een miljoen frank voor het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken en boven drie miljoen frank voor het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, van de principiële beloften en de vastleggingen inzake kapitaaluitgaven beneden veertig miljoen frank en boven vijf miljoen frank, alsook van de opsomming van de nieuwe diensten en instellingen die worden erkend en gesubsidieerd bij toepassing van de decreet- of verordeningsbepalingen.

De vorige paragraaf heeft geen betrekking op de uitgaven voor de schoolgebouwen, voor de instellingen van openbaar nut van categorie B of voor de verenigingen zonder winstoogmerk die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

10° de samenstelling, de werking, de aanwijzing van de leden van de adviescommissies, de hoge raden en adviesraden.

Art. 5. 1° De Executieve beslist over elk voorstel van oprichting, decentralisatie, deconcentratie of herstructurering van de openbare diensten of instellingen die belast zijn met de uitvoering van de politiek van de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de instellingen die uitsluitend of gedeeltelijk werken door middel van toelagen ten laste van de begroting van de Gemeenschap.

2° Onverminderd de delegaties die zij aan haar leden verleent, beslist de Executieve over de benoemingen of bevorderingen in de graden van de rangen 15, 16 en 17 binnen de administratie van beide Ministeries en in de instellingen van openbaar nut van categorie A, met uitzondering van de benoemingen of bevorderingen toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan.

3° De Executieve beslist over de oprichting en samenstelling van verenigingen zonder winstoogmerk die ressorteren onder de Franse Gemeenschap en wordt in het bezit gesteld van de activiteitenverslagen en financiële balansen ervan.

4° De Executieve beraadslaagt echter niet over de akten van individuele aard die betrekking hebben op de personeelsleden van de onderwijsinstellingen, de inspectiediensten, de P.M.S.-centra en fondsen voor schoolgebouwen die van het onderwijs afhangen.

Art. 6. Onverminderd de delegaties die zij aan haar leden verleent, is enkel de Executieve bevoegd om namens de Gemeenschap een advies uit te brengen aan de nationale, gewestelijke, Europese of internationale machten of instellingen, alsook om aan hen een verslag of een aanvraag te richten.

De Executieve beraadslaagt over elk ontwerp van bilateraal of multilateraal cultureel akkoord alsmede over de herziening van deze akkoorden.

Op het gebied van de internationale betrekkingen, zijn de praktijken die gelden binnen de Nationale Regering voor respectief de Eerste Minister, de Minister van Buitenlandse Betrekkingen en de Ministers die voor een departement verantwoordelijk zijn, van toepassing.

Art. 7. In de hun toegekende aangelegenheden hebben de Ministers van de Executieve delegatie om, onverminderd de andere bij dit besluit bedoelde bepalingen, de wetten, decreten, reglementen en omzendbrieven toe te passen.

De Ministers van de Executieve hebben delegatie om erkenningsbesluiten te nemen in de aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren.

Voor de aangelegenheden die tot de bevoegdheden van verschillende Ministers van de Executieve behoren, is er overleg reeds vanaf het stadium van de uitwerking van de voorstellen, om er gezamenlijk de laatste hand aan te leggen.

Art. 8. De voordij van de Executieve over elke instelling waarvan het doel tot de bevoegdheid van de Gemeenschap behoort, wordt door de bevoegde Minister van de Executieve uitgeoefend.

Art. 9. De Executieve beraadslaagt geldig over de punten die op de agenda staan indien meer dan de helft van haar leden aanwezig zijn, en behalve aanvraag om uitstel van dit of dat punt, ingediend voor de vergadering door een lid wiens afwezigheid verantwoord is.

Art. 10. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 maart 1988, 25 november 1988 en 4 september 1990, wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 17 februari 1992.

Art. 12. De Ministers van de Executieve zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 februari 1992.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap,

B. ANSELME

De Minister-Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

M. LEBRUN

De Minister-Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

E. DI RUPO

De Minister-Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

M. DE GALAN

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 92 — 1107

[S-C — 33034]

20. JANUAR 1992

Dekret zur Gewährung von Zuschüssen für die Anschaffung von Sportmaterial (1)

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Im Rahmen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel kann die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft unter den in diesem Dekret festgelegten Bedingungen Zuschüsse zur Anschaffung von Sportmaterial gewähren.

Unter Sportmaterial im Sinne dieses Dekretes ist mobiles, weder persönliches noch schnell verschleißbares Sportmaterial zu verstehen; es handelt sich hierbei nicht um eine Sportausrüstung, die am Bau fest verankert ist.

Art. 2. Antragsteller können sein : Sportvereine, Behindertensportorganisationen, Gemeinden, Elternvereinigungen, anerkannte Sporträte, Sportbünde oder Sportgemeinschaften und anerkannte Sportverbände. Ein entsprechender Antrag muß vor der Anschaffung des zu bezuschussenden Sportmaterials gestellt werden.

Die Exekutive legt die Modalitäten zur Einreichung des Antrags fest.

Art. 3. Der Antragsteller darf keinen Erwerbszweck verfolgen und muß seinen Sitz innerhalb der Deutschsprachigen Gemeinschaft haben.

Art. 4. Die Anschaffung des Sportmaterials muß durch eine kontinuierliche Tätigkeit im Sportbereich gerechtfertigt sein. Den Nachweis erbringt der Antragsteller durch einen Tätigkeitsbericht, der dem Antrag beigefügt wird.

Der Antragsteller verpflichtet sich, das Sportmaterial nur für seine sportliche Aufgabe zu verwenden und es mit größter Sorgfalt zu verwalten.

Außerdem verpflichtet sich der Antragsteller, eine Kontrolle seitens des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu akzeptieren. Zu diesem Zweck muß dem oder den mit der Kontrolle beauftragten Beamten der Zugang zu allen Räumlichkeiten, in denen das Sportmaterial benutzt oder aufbewahrt wird, gestattet werden.

Art. 5. Der Zuschuß beträgt maximal 50 % des für eine Bezuschussung in Betracht kommenden und von der Exekutive gebilligten Gesamtbetrages der Ausgaben für das Sportmaterial.

Art. 6. Die Exekutive muß vor jeder Bestellung und vor jedem Ankauf ihr schriftliches Einverständnis geben, damit das betreffende Sportmaterial für eine Bezuschussung berücksichtigt werden kann.

Der Antragsteller muß dem Antrag drei Preisangebote beifügen, wenn der Preis des Sportmaterials 100 000 F übersteigt.

(1) Sitzungsperiode 1991-1992.

Dokumente des Rates.—Nr. 42/1. Dekretvorschlag. — Nrs 42/2-4. Abänderungsvorschläge. — Nr. 42/5. Bericht.

Ausführlicher Bericht. — Diskussion und Abstimmung. Sitzung vom 20. Januar 1992.